

Brèves de Normandie n° 82 (janvier 2009)

Abattre le mur administratif de la honte !

Yes ! we can !

Oui ! Les Normand.e.s doivent et peuvent prendre en mains leur destin.

Normandes, normands pour votre avenir, pour celui de vos enfants, unissez-vous pour construire la Normandie de demain, celle des conquêtes sociales et économiques pour plus d'emplois, moins de chômage, plus de pouvoir d'achat, moins de pauvreté.

L'Union fait la force, seule une Normandie unie, à la notoriété et à l'identité retrouvées permettra à notre grande région de progresser en Europe et dans le monde.

C'est une question vitale pour notre avenir, pour celui de nos enfants !

La Normandie existe !

Le Comité Régional du Tourisme regroupe les cinq départements !

Le législateur a trouvé tellement absurde sa décision de diviser la Normandie en deux régions administratives qu'il a immédiatement fait une exception pour le tourisme.

Cela donne l'ampleur de la duplicité des politiques de l'époque !

La Chambre Régionale d'agriculture regroupe également les cinq départements Normands !

Et tant d'autres structures politiques, administratives, sociales, économiques, socio-économiques, associatives sont unies !

SEULE L'ORGANISATION POLITICO-ADMINISTRATIVE des sous-régions est divisée !

L'état des lieux français !

Libération du 20 Novembre 2008.

Une vraie réforme des territoires.

« A croissance égale, notre pays crée moins d'emplois et plus tard que les autres, il en détruit plus et plutôt en cas de crise. La raison est simple, nous avons trop tardé à adapter notre pays, notre économie, notre fiscalité, notre marché du travail à la mondialisation. Nous avons trop tardé à moderniser nos administrations centrales, déconcentrées et décentralisées...

La réforme des collectivités locale est nécessaire.

C'est une attente forte des Français (et des normand.e.s donc !) qui n'admettent plus les empilements de structures et la fiscalité lourde qu'ils entraînent. Elle doit accompagner la réforme générale des politiques publiques et la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat.

Trois objectifs sont essentiels :

- clarifier les compétences et les ressources ;
- limiter les dépenses ;
- réduire le nombre d'échelons administratifs.

La France compte :

- 36783 communes ;
- 18716 regroupements intercommunaux dont 250 à fiscalité propre ;
- 371 pays ;
- 4058 cantons ;
- 100 départements ;
- 26 régions.

Faut-il enfin rappeler que la France seule représente 40% de l'ensemble des communes de l'Union Européenne et qu'aucune nation ne dispose de plus de 15.000 structures territoriales contre 55.000 (CINQUANTE CINQ MILLE) pour notre pays ! Que nous comptons six niveaux d'administration, quand l'Allemagne, la Grande Bretagne et l'Espagne se contentent de quatre.

.....
Conçue pour améliorer la démocratie, rapprocher les décisions des citoyens et fluidifier le fonctionnement administratif, la décentralisation a fini par devenir un facteur de complexité, tant les compétences croisées se sont multipliées, engendrant une inflation des dépenses publiques liée aux doublons de structures et aux compétences conjointes et parallèles, partagées ou concurrentes. La dilution des responsabilités est aujourd'hui une réalité. La dépense locale a augmenté plus rapidement que la richesse nationale et que la dépense de l'Etat, y compris en neutralisant l'effet des transferts de compétences. A périmètre constant, les dépenses locales sont passées de 8 à 9,5 du P.I.B.

Les effectifs de la fonction publique territoriale ont augmenté de près de 50% en vingt ans et les rémunérations moyennes par agent ont aussi progressé de 50% au-delà de l'inflation et deux fois plus vite que celle de la fonction publique d'Etat !

.....
Nous ne pouvons plus collectivement accepter que les dépenses des collectivités locales augmentent de plus de 6% par an ! Et ce d'autant plus que l'augmentation en question est davantage liée aux doublons qu'aux transferts de compétences.

Reste l'emblématique question du nombre des collectivités locales et de la réduction du nombre des niveaux d'administration. Ces deux questions vont de pair. Nous avons trop de collectivités et trop de niveaux de collectivité. La construction d'une nouvelle organisation territoriale doit répondre à plusieurs objectifs :

- maintenir au moins un échelon de proximité ;
- définir un niveau susceptible de se battre à armes égales à l'échelon européen.

Nous préconisons que l'ECHELON REGIONAL devienne ce niveau puissant capable de définir une véritable stratégie de développement et acteur d'une politique territoriale ambitieuse.

Nous formulons donc plusieurs propositions :

- en premier, il convient de construire un fonctionnement direct et efficace entre les communautés de communes et les régions ;
- en second nous sommes favorables à ce que les élus régionaux deviennent des élus territoriaux, choisis au scrutin uninominal en milieu rural et au scrutin de liste en milieu urbain. Ils auront ainsi un fort encrage local permettant un échange efficace entre la proximité et l'échelon régional ;
- Rapprochement de certaines régions comme par exemple les régions Basse-Normandie et Haute-Normandie, afin de leur faire acquérir une taille européenne ;

L'ensemble de ces préconisations doit aboutir rapidement. Nous y serons attentifs car ces réformes sont attendues : les Français demandent une meilleure efficacité de l'action administrative et une exemplarité de leurs élus. »

Texte de treize députés dont Philippe Gosselin député de la Manche, Françoise Guégot députée de Seine-Maritime, Bruno Le Maire député de l'Eure.

Une commission nationale dite « commission Balladur » élabore un rapport et espérons le un projet porteur d'avenir pour la Normandie.

A cette occasion certains membres de la classe politique nationale soutiennent une volonté de modernisation des structures administratives et une maîtrise des dépenses de l'Etat, alimentées par les impôts directs et indirects et autres taxes payés par les contribuables français.

Les différentes déclarations et prises de position sur ce sujet évoquent comme exemple emblématique la réunification administrative de la « basse » et de la « haute » Normandie qui apparaît à tous comme une évidence, sauf à quelques élus, dont l'intérêt personnel, idéologique, voire identitaire quand ce n'est pas purement et simplement financier, qui tremblent dans la hantise de perdre ou de faire perdre à des amis, fromages ou prébendes prélevés autoritairement sur une population soumise, taillable et corvéable à merci !

La France n'est-elle pas le premier (enfin un secteur dont nous sommes leader mondial !) pays au monde quant au poids financier par habitant des charges de l'Etat !

Etat des lieux en Normandie.

Dans des Brèves de 2008 le sujet sur le plan des réactions des élus locaux avait déjà été traité ainsi qu'il suit :

Réunification administrative des deux régions administratives dites « basse-NORMANDIE » et « haute-NORMANDIE ».

Le bon sens, l'intelligence et surtout l'intérêt des populations normandes vont-ils enfin prévaloir sur l'obscurantisme politico-administratif, paravent de la défense des intérêts personnels d'un quarteron de nantis et suppôts de la division pour régner et profiter.

Selon Le *Courrier Cauchois* du 18 Avril 2008, « Le nouveau quintet des cinq maires et présidents socialistes des villes et agglomérations de Rouen et Caen, des régions Haute(sic) et Basse(resic) NORMANDIE, a profité vendredi dernier du lancement du week-end à 5 pour un voyage ferroviaire entre les deux capitales normandes, pour montrer leur détermination pour coopérer et placer dans le camp de l'état la décision de lancer le processus de **réunification** de la Normandie ».

« Autant que la nature des sujets -le ferroviaire et les coopérations régionales - c'est la rapidité de la mise en mouvement d'un nouvel axe politique « Normandie, Rouen, Caen » que les cinq ont voulu montrer. Le nouveau maire de Rouen estime que l'on peut mieux faire que Normandie Métropole. Il s'agira à l'avenir « d'élargir la coopération des –villes agglomérations, assises sur des compétences portées par les deux régions ».

Une configuration qui a déclenché un « vrai plaisir » chez Laurent Fabius.

« Les coopérations entre les deux régions et les villes devraient prendre une nouvelle tournure. Laurent Fabius a manifestement pris le dossier en mains. Un rapport a été commandé par les deux régions sur les coopérations normandes et l'intérêt de la réunification ». Observations : Il est

regrettable que Le Havre soit mis sur le banc de touche alors que cette ville est la plus importante de Normandie et qu'elle fait partie de Normandie Métropole qui devait d'ailleurs être élargie à Cherbourg et Dieppe et pourquoi pas Evreux et Alençon ! On avance, mais quand les politiques se départiront de l'esprit partisan et idéologique POUR ŒUVRER EXCLUSIVEMENT ET PRIORITAIREMENT DANS L'INTERÊT DES POPULATIONS NOUS SERONT PROCHES DE LA VRAIE SAGESSE ET D'UN AVENIR UNI PROSPERE POUR LES POPULATIONS.

Un rapport a été dressé sur l'attractivité économique de la NORMANDIE mesurée par les NORMANDS par l'Institut D'Etudes Marketing SYMBIAL en Mars 2007. Il doit logiquement trouver sa place dans celui envisagé.

En ce qui concerne la capitale Normande, il n'y a pas lieu d'en faire une question capitale ! CAEN s'impose comme capitale géographique. Une autre ville peut être capitale administrative, maritime, agricole, judiciaire, préfectorale etc...etc... La Région NORMANDIE dans son ensemble de cinq départements reste petite à l'échelle de l'Europe et du Monde. Quant à la question financière, l'adéquation à réaliser est une question de technicien. L'harmonisation peut être lissée sur plusieurs années selon des modulations adaptées aux possibilités de chacun.

Le mot de la fin revient selon moi à M.DURON, maintenant à la mairie de CAEN qui fixe l'enjeu de ces coopérations : « Nous sommes dans un débat avec les autres capitales européennes ». Les Elus deviendraient-ils enfin lucides et réalistes ? Si oui ! Un avenir radieux et prospère s'ouvre devant les Normand.e.s.

Sommes nous sur la voie de la sortie du gouffre ! Soyons unis nous progresserons ! Un plus Un égale Trois !

Les Normand.e.s l'espèrent du plus profond d'eux-mêmes !

Rappelons pour mémoire que l'objet de l'Association « Demain la Normandie » est de soutenir toutes celles et ceux qui œuvreront pour le développement social, économique, culturel, sportif, éducatif des cinq départements normands. Une nouvelle Normandie est-elle sur les rails ?

Les prochaines brèves traiteront des nouveaux développements et réactions normands à la suite de la mise en place de la commission Balladur ainsi que des prises de positions des élus locaux normands.

Daniel Lemoine.
Rouen-Normandie.